

Discours de Patricia Miralles 5 juillet 2022

C'est un jour qui ne ressemble à aucun autre. Ce 5 juillet 1962, après 132 ans de République Française, l'Algérie devient indépendante au terme d'une attente fiévreuse. Pour les combattants de l'ALN, le 5 juillet a concrétisé une victoire acquise depuis la signature des accords d'Evian entre la France et le Gouvernement provisoire de la République Algérienne le 18 mars 1962.

Mais tous les habitants d'Algérie n'ont pas vécu cette journée particulière de la même manière.

Le 5 juillet à Oran, l'indépendance a affiché un visage bien plus sombre et tragique. Tandis que la population célèbre une indépendance qu'elle espère annonciatrice de jours meilleurs, le cours de l'histoire va dérailler.

Dans une ville où les communautés musulmane et européenne vivent désormais coupées l'une de l'autre les mois de terreur engendrées par les affrontements perpétuels entre les commandos de l'OAS et les feyadin du FLN, une fusillade éclate d'abord mis sur le compte de l'OAS. Les massacres, perpétrés par des combattants du FLN feront plusieurs centaines de morts et disparus.

Le 5 juillet, à Oran, pour les Français d'Algérie et pour certains Algériens, restera comme une des pages les plus noires de l'indépendance Algérienne et une blessure qui reste intense et vive entre les deux pays.

Pour nos compatriotes qui n'avaient pas encore pris le chemin de l'exode, les perspectives de rester dans le pays s'assombrissent brutalement malgré les garanties obtenues au terme des accords d'Evian. Le voyage se fait désormais sans retour.

Cette histoire de déracinement et d'exil, les pieds-noirs la partagent douloureusement avec ceux qui parmi les harkis ont réussi à fuir vers la France.

A l'horreur de la tragédie s'est ajoutée pendant de longues décennies la blessure de la non-reconnaissance du massacre par la France. Les événements, comme on dit dans une litote, ont semblé être clandestins, discutables, fantasmés, sans reconnaissance historiographique ni hommage officiel de la République.

L'année 2022 marque les commémorations du 60^{ème} anniversaire de la déclaration d'indépendance de l'Algérie.

En France, le Président de la République, est attaché depuis le début de son premier mandat à apaiser les mémoires et ouvrir un dialogue franc et serein avec l'Algérie.

Après soixante ans d'occultation par les pouvoirs publics, le Président de la République Emmanuel Macron a déclaré le 26 janvier 2022 devant des associations de rapatriés que le "massacre du 5 juillet 1962" à Oran, qui toucha "des centaines d'Européens, essentiellement des Français", devait être "reconnu".

Nous l'avons vu encore à l'Assemblée Nationale la semaine dernière, le sujet du souvenir de l'Algérie française est éruptif.

Cela doit nous pousser à faire connaître l'histoire des rapatriés suite à la guerre d'Algérie, sans rentrer dans de stériles polémiques politiciennes mais avec la volonté assumée de transmettre une mémoire que nous souhaitons apaisée.

Pour cela, nous devons continuer à nous appuyer sur le tissu associatif de harkis et de rapatriés, riche et fécond. En portant des revendications claires et notamment la reconnaissance pleine et entière de l'histoire et de la mémoire des français d'Algérie, ces associations nous aident à porter une politique mémorielle transparente et constructive.

En lien avec elles, le gouvernement est déterminé à continuer à travailler sur les dossiers qui leurs sont chers, notamment l'entretien des cimetières civils européens en Algérie ou encore le désir d'ouverture des archives algériennes sur la période et une reconnaissance des exactions commises à l'encontre des populations européennes.

Nous sommes déterminés à renforcer la transmission des mémoires des rapatriés, qui sont au cœur d'un champ mémoriel de la guerre d'Algérie qui reste éminemment sensible. Le gouvernement poursuivra avec la même ambition les efforts de rapprochements et de dialogue des mémoires, en associant nos partenaires algériens.

Je souhaitais, Mesdames, Messieurs, le redire ici avec force.

Vive l'Algérie.

Vive la République.

Vive la France.